

Une année de lutte des ouvrières d'Europe et d'Amérique¹

L'année 1919 fut pour les ouvrières de l'Europe Occidentale une année de lutte active, acharnée et infatigable pour l'égalité politique. Cette année de lutte fut en même temps une année de victoire. Les femmes d'Allemagne, d'Autriche, d'Angleterre, d'Italie, d'Espagne et de Hollande ont obtenu la reconnaissance en leur faveur, reconnaissance juridique au moins, de tout ou partie des droits réservés aux hommes. Les femmes ont vaincu, mais cette victoire est fictive, car les droits politiques sont une arme puissante d'édification de la société libre seulement dans le cas, où le pouvoir tout entier se trouve entre les mains des ouvriers et paysans. Et cette année de lutte a démontré aux ouvrières européennes et américaines l'évidence de cette vérité. Elle leur a démontré que, tant que la bourgeoisie reste au pouvoir, ni le droit de vote, ni les institutions parlementaires ne peuvent abolir l'exploitation capitaliste. Elle leur a prouvé que pendant une période de guerre civile acharnée, l'important n'est pas le droit d'élire ou d'être élu à tel ou tel gouvernement bourgeois, mais la prise du pouvoir par les masses travailleuses, la dictature du prolétariat. Tant que cette dictature ne sera pas solidement établie, toutes les améliorations partielles dans le domaine économique ou politique ne seront que des châteaux de cartes qui s'écrouleront au premier choc de la bourgeoisie.

* * *

Le mouvement féministe en Allemagne, au cours de la période qui date de la « Journée internationale de la femme » en 1919 jusqu'à nos jours, présente le tableau suivant :

La célébration de la « Journée internationale » eut lieu dans une atmosphère de victoire, car la lutte révolutionnaire avait donné enfin aux ouvrières et paysannes allemandes les mêmes droits qu'aux hommes. Mais cette victoire n'aveugla pas les femmes communistes qui n'interrompirent pas leur propagande révolutionnaire. Ce n'est pas à la collaboration avec la bourgeoisie qu'elles appelèrent la classe ouvrière, hommes et femmes, mais à la lutte décisive pour l'obtention de la plénitude du pouvoir, pour l'introduction du régime communiste. « La violence ne peut être renversée que par la violence ». Et les ouvrières ne déposèrent pas les armes. Pendant toute une année, elles menèrent une guerre infatigable et sanglante contre leur ennemi de classe : la bourgeoisie.

Pourquoi luttèrent-elles ?

Pour elles, pour le droit au travail, pour leurs enfants affamés, pour le droit au pain. Elles luttèrent contre la guerre et contre la paix des bandits, contre le fardeau écrasant des impôts, la dissipation des deniers publics et la spéculation.

La vie quotidienne des ouvrières a-t-elle changé depuis leur émancipation ? Non. Au cours d'une réunion nombreuse, tenue au mois de juin 1919, et dans laquelle on discutait la question du remplacement de la main-d'œuvre féminine par celle des hommes revenus du front, les ouvrières de Berlin firent le plus sombre tableau de leur situation.

« Après avoir fait de nos maris de la chair à canon » — dit une ouvrière de la maison Auer — « on nous a envoyées de force dans les fabriques où, pour notre labeur forcené, nous avons reçu des salaires de famine. Et maintenant, on nous renvoie, on nous jette à la rue où la faim et la prostitution nous guettent ».

« Le gouvernement socialiste » — dit une autre, — ne s'occupe pas de nos invalides du travail. La pension la plus élevée, en cas de perte totale de la capacité de travail, ne dépasse pas 858 marks par an. De cette somme, il faut déduire 260 marks pour le logement, 75 pour le chauffage et 8 pour les impôts d'Etat et les impôts communaux. Il reste pour la nourriture, les vêtements, les chaussures et l'entretien de la famille, si l'on en a une, 515 marks seulement, soit 10 marks par semaine.

La situation de l'invalidé de guerre dans « l'Etat socialiste » de [Noske-Scheidemann](#) n'est pas meilleure. En tout et pour tout, il reçoit 4 marks 90 pfennigs par jour. Qu'il soit célibataire ou qu'il ait de la famille, qu'il lui faille ou non un traitement spécial, — la bourgeoisie trouve que cette aumône doit lui suffire.

Les enfants ont particulièrement à souffrir de la misère affreuse du prolétariat allemand. Les femmes communistes allemandes conjointement avec les ouvrières membres du Parti indépendant, ont organisé une agitation énergique en faveur de la maternité et de l'enfance.

Le camarade Liez, membre du Parti indépendant, déposa le 17 avril à l'Assemblée Nationale un projet de loi dans lequel il demandait pour les ouvrières enceintes un repos de huit semaines avant et après l'accouchement, avec conservation du salaire habituel, de plus l'assistance médicale gratuite pour les accouchées et pour les mères allaitant leurs enfants.

A la suite de longs débats, cette proposition fut acceptée sous la forme suivante :

1. Une ouvrière assurée reçoit pour son accouchement un subside de 50 marks en un seul versement ;
2. Pendant les quatre semaines précédant l'accouchement et les six semaines suivantes, elle reçoit

¹ Source : numéro 7 du Bulletin communiste (deuxième année), 17 février 1921. Corrections de certains noms propres d'après la traduction en allemand ayant paru dans le numéro 12 de *Die Kommunistische Internationale*.

quotidiennement 1 mark 50 pf. ;

3. Pour l'assistance médicale, on lui donne 20 marks ;
4. Si la mère allaite son enfant, elle reçoit, durant douze semaines, 75 pf. par jour.

Telle est l'assurance de la maternité dans un pays où une bouteille de lait coûte 3 marks.

La situation de la mère avec un enfant naturel est pire. Pour de soi-disant raisons « morales », on ne lui prête presque aucune aide. Les femmes accouchant, huit semaines après la libération de leur mari du service militaire sont privées de l'assistance habituelle.

L'assurance de la maternité ainsi organisée ne tranche pas le problème et les ouvrières doivent de nouveau recourir à des moyens révolutionnaires de lutte. Il leur faut également lutter pour l'égalisation de leur salaire à celui des hommes et contre les dérogations commises par les entrepreneurs à la loi de la journée de huit heures conquise par la révolution.

Après une année de lutte, la situation économique des ouvrières ne s'est pas améliorée ; le gouvernement bourgeois n'a pas été en mesure de venir à bout de la désorganisation et de la famine, et les ouvrières allemandes exigent avec une insistance croissante la remise du pouvoir entre les mains des paysans et des ouvriers.

* * *

La situation des ouvrières en Autriche est loin d'être meilleure qu'en Allemagne.

Là aussi elles ont à soutenir une lutte énergique, et voici le tableau de leur mouvement que dessine Schleisinger² dans le journal *La Socialiste* du 6 avril 1919.

La révolution dota d'égalité politique complète tous les peuples de l'Autriche. Elle accorda aux femmes les mêmes droits qu'aux hommes et celles-ci prirent la part la plus active aux élections de l'Assemblée Nationale.

Les social-démocrates craignaient que, par suite du droit électoral des femmes, des candidats réactionnaires et cléricaux ne fussent élus ; mais ce fut le contraire qui arriva. Les réactionnaires furent blackboulés et les social-démocrates obtinrent la majorité des voix. Le dixième de la fraction social-démocrate au Parlement est composé de femmes.

La tâche la plus pressante qui incombe aux élues au Parlement est d'alléger la misère des ouvrières et des enfants affamés.

La tâche est pénible, la dictature du prolétariat et le communisme pouvant seuls créer aux ouvrières, dans ce domaine comme dans les autres, des conditions de vie humaine.

La révolution, qui avait donné aux femmes le droit de vote, éveilla parmi les ouvrières l'intérêt pour la vie politique et pour la lutte révolutionnaire.

Le nombre des femmes, membres des organisations régionales des différents partis à Vienne au mois de juillet 1919, montait déjà à 2 000. Au mois de juin, de la même année, des débats animés eurent lieu dans toutes les organisations autrichiennes sur la question de savoir si les organisations indépendantes de femmes étaient nécessaires. La masse des ouvrières, à l'unanimité, se prononça pour la négative. Les mêmes organisations doivent réunir les hommes et les femmes, car elles luttent contre un seul et même ennemi et marchent vers un seul et même but. Mais la propagande et l'agitation parmi les ouvrières se fait par un groupe spécial d'agitation formé de femmes, élues par l'organisation générale du parti.

A Vienne, le 2 août 1919, une conférence d'ouvrières eut lieu, à laquelle prirent part les représentants du Tyrol, de la Styrie, de la Corinthe, de Salzbourg, de la Bohême, de la Moravie et de la Silésie. La conférence délibéra sur la question de l'organisation du travail parmi les femmes et leurs relations avec le parti. Toutes les déléguées, sauf une seule, se prononcèrent pour la coopération des ouvriers et des ouvrières en une seule et même organisation, mais elles demandèrent également la création d'un groupe spécial d'agitation parmi les femmes.

Le Parteitag³, composé de la Tchéco-Slavie, de la Bohême et de la Moravie, pays détachés de l'Autriche, siégea à Teplitz-Schönau, le 30 août 1919.

A cette séance, on élut dans l'organisation générale du parti, un groupe spécial destiné à s'occuper des intérêts des ouvrières de ces pays de l'ancienne Autriche. Cette conférence, à laquelle 65 délégués prirent part, fut clôturée par les paroles suivantes d'Adelheid Popp⁴ : « Nous sommes persuadés que bientôt sonnera l'heure où l'organisation universelle des ouvriers abolira toutes les frontières et où, en dépit de tous les obstacles, nous serons tous frères et sœurs. »

Ainsi que les Autrichiennes, les femmes tchécoslovaques reçurent les mêmes droits que les hommes. Le 15 juin, les

2 S'agit-il de Thérèse Schlesinger (1863-1940) ? (Note de la MIA)

3 Congrès du Parti. Il s'agit du « Parti social-démocrate allemand dans la république tchécoslovaque » (DSAP). (Note MIA)

4 Adelheid Popp (1869-1939).

ouvrières et les paysannes tchécoslovaques prirent part pour la première fois aux élections municipales. On appréhendait également que les femmes (surtout en Moravie où le clergé est très influent) donnassent leurs voix aux candidats réactionnaires ; mais le résultat des élections ne justifia pas ces craintes. Au contraire, grâce aux femmes (qui formaient 60 % des électeurs), le parti social-démocrate arriva en tête de la liste.

L'activité extraordinaire des paysannes au cours des élections est intéressante à noter. Dans certains villages, elles se rendirent toutes ensemble aux urnes et votèrent comme un seul homme pour les social-démocrates. Les social-démocrates obtinrent à ces élections un million de voix dont 600 000 féminines. Les ouvrières tchécoslovaques ont donc brillamment passé leur premier examen politique, et l'on est en droit d'espérer qu'au moment décisif du dernier combat contre l'impérialisme mondial, elles ne seront pas les dernières dans les rangs des champions révolutionnaires.

Les ouvrières et les paysannes de Hongrie ne restèrent pas passives dans la période de la lutte la plus acharnée du prolétariat hongrois pour sa libération. Par dizaines de mille, elles furent dans les rues, aux côtés des ouvriers, les aidant de la parole et de l'action, mourant avec eux pour la liberté des travailleurs. Le nombre des ouvrières membres du parti hongrois est très grand. Les paysannes participent d'une façon particulièrement active aux organisations de parti, organisations devant lesquelles se dresse entre autres un problème sérieux. Sur 4 millions de femmes ayant en Hongrie droit de vote, 1 million sont complètement illettrées. Une masse énorme d'ouvrières et de paysannes se trouve encore entièrement sous l'influence du clergé catholique. « Nous avons en perspective un ouvrage immense, mais un ouvrage vivant, fécond. Les semences jetées par la révolution donneront des germes magnifiques », écrivait Sirène Bukhinger, dans *La Socialiste* (numéro de La Journée des ouvrières en 1919).

Tout le prolétariat autrichien et surtout les paysannes et les ouvrières étaient enivrés par la victoire. Tout le monde attendait des miracles de l'égalité politique. Mais, en Autriche comme en Allemagne, au songe joyeux succéda un réveil pénible. Elfriede Fridländer⁵ écrivit à ce sujet, pour la Journée des ouvrières de 1920, les lignes suivantes : « Autant les ouvrières et les paysannes avaient, tout d'abord, montré d'intérêt pour la vie politique et participé d'une façon active aux élections à l'Assemblée Nationale, autant maintenant elles se sont détachées du mouvement. Elles ont perdu l'espoir d'améliorer leur vie au moyen de l'Assemblée Nationale, elles ne croient pas que l'égalité politique dans un régime bourgeois puisse abolir la famine, la misère, la prostitution. Et en même temps croît en elles la conscience que la remise de la plénitude du pouvoir entre les mains de la classe ouvrière est une nécessité impérieuse. »

Voilà pourquoi, surtout en province, les ouvriers, les ouvrières et les paysannes, ces derniers temps, entrent en nombre de plus en plus grand dans les rangs du Parti Communiste.

* * *

Nous avons dit que les ouvrières et les paysannes de l'Europe Occidentale peuvent célébrer l'année 1919 comme une année de victoire. Mais pour la France ne n'est pas exact. Nulle part le travail des femmes ne fut exploité à tel point qu'en France pendant la guerre, et nulle part la lutte pour les droits des femmes ne fut menée aussi mollement qu'en ce pays.

Le 21 mai 1919, elles reçurent quelques droits politiques insignifiants, mais toute tentative de lutte révolutionnaire est, comme par le passé, sévèrement punie. Comme par le passé, le 1^{er} mai 1920 fut un jour de tuerie pour les ouvriers et les ouvrières ; comme par le passé, le pavé de Paris fut rougi du sang ouvrier.

Louise Saumoneau, champion du mouvement féminin français, champion qui, dans les derniers temps, a beaucoup évolué à droite, écrit ce qui suit dans son appel aux travailleurs :

Dans tous les pays où règne le capitalisme, la situation des ouvrières est la même. L'exploitation et l'esclavage sévissent partout, et quoique les mots : « Liberté, Egalité, Fraternité » soient inscrits au fronton de toutes nos casernes, prisons et palais ministériels, ils ne sont que lettre morte pour la bourgeoisie qui n'en poursuit pas moins sa politique de cruauté. La vie elle-même nous appelle, nous, ouvrières et paysannes, à la lutte révolutionnaire. Serrons nos rangs, groupons-nous en organisations de production et en organisations politiques. Mettons fin à l'exploitation des ouvriers et des ouvrières. Il est temps de transformer la propriété privée en propriété nationale. Mais l'émancipation de la classe ouvrière est impossible tant que la bourgeoisie est au pouvoir ; c'est pourquoi il nous est indispensable de conquérir tout le pouvoir ; il faut absolument que les ouvriers et ouvrières, les paysans et paysannes puissent établir eux-mêmes les lois qui les régiront et les faire exécuter.

Jusqu'à présent, les ouvrières de France ont été à l'avant-garde du mouvement ouvrier ; nous devons y rester jusqu'à l'entière victoire du prolétariat mondial sur la bourgeoisie internationale, jusqu'au triomphe définitif du régime communiste.

* * *

Dans tous les pays, les femmes ont obtenu des droits plus ou moins étendus ; mais il est intéressant de noter que

5 Alias Ruth Fischer.

l'étendue des droits politiques accordés aux femmes a varié dans chaque pays en raison inverse de la force de la bourgeoisie dans ce même pays.

En Autriche, par exemple, les femmes jouissent de tous les droits à partir de 21 ans ; en France, à partir de 24 et en Angleterre à 30. Enivrée par sa victoire, la bourgeoisie n'a cru devoir accorder aux femmes les droits civils qu'à l'âge où elles ont des enfants en bas âge et sont surchargées de soins domestiques. La bourgeoisie anglaise a eu peur de donner le droit de vote à la jeunesse révolutionnaire, sachant bien que celle-ci voterait contre elle.

Ainsi, les femmes n'ont pu toujours participer aux élections ; mais, là où elles ont voté ; elles ont donné leurs voix aux socialistes ; une femme seulement, Mac Arthur, membre de l'Independent Labour Party, a été élue au Parlement⁶.

Malgré cet échec, les ouvrières anglaises n'ont pas perdu courage et poursuivent énergiquement leur lutte contre la bourgeoisie en prenant une part très active au mouvement ouvrier dans les villes.

Le 24 juin, au cours d'un congrès au parti, tenu à Southport, les ouvrières convoquèrent une conférence à laquelle assistèrent 154 déléguées, venues de tous les coins de l'Angleterre. Dans son rapport, la présidente du congrès, Susan Lawrence⁷, déclara que le pays était couvert d'un réseau d'organisations d'ouvrières adhérant étroitement au Parti Travailleuse, effectuant un travail intense et en état de croissance ininterrompue. Outre leur participation à la lutte commune, les ouvrières font de la propagande pour la protection de la maternité et de l'enfance, pour l'amélioration des habitations, etc. Mais c'est avec une énergie toute particulière qu'elles ont réagi contre le chômage qui a été la conséquence de la démobilisation de l'armée.

La conférence élaborait une série de revendications économiques et politiques qu'elle présenta au gouvernement.

Au point de vue économique, les ouvrières réclamaient la réglementation des prix des produits alimentaires, l'organisation de réfectoires publics et l'alimentation gratuite des citoyens pauvres.

En outre, la conférence exigeait que le gouvernement assurât du travail aux femmes renvoyées par les patrons.

Au point de vue politique, elle se prononça pour la non-intervention de l'Angleterre dans les affaires de la Russie soviétiste et pour la démobilisation de l'armée.

La conférence espérait qu'il serait fait droit à ses réclamations, très modérées dans l'ensemble, mais bientôt elle put se convaincre que la bourgeoisie se souciait très peu de l'amélioration de la situation économique de la classe qu'elle exploitait. C'est le Comité Central des Ouvrières britanniques qui se chargea de la protection des femmes renvoyées des usines et fabriques : à cet effet, il organisa spécialement pour elles différents cours professionnels et s'occupait de leur trouver du travail à la fin de leurs études.

Les ouvrières irlandaises manifestent aussi un intérêt très vif pour la vie politique. Le syndicat des ouvrières irlandaises a élaboré une série de mesures, votées à l'unanimité au cours d'une série de meetings.

Ces mesures sont :

1. Contrôle ouvrier sur la production ;
2. Amélioration des conditions du travail pour les adolescents et pour les ouvriers âgés. (En Angleterre, les enfants de 14 à 15 ans travaillent 8 à 9 heures par jour) ;
3. Pour les ouvrières de 14 à 15 ans, liberté de 5 heures par semaine pour la fréquentation des cours d'instruction primaire, couture, etc.

Le 21 avril 1920 eut lieu à Londres une conférence nationale des ouvrières qui réunit 400 déléguées, représentant 180 organisations.

Les débats qui se déroulèrent au cours de cette conférence, montrèrent que, depuis la conférence du 24 juin 1919, le gouvernement n'avait pris aucune mesure pour assurer la protection de la maternité et de l'enfance ; que le repos de 6 semaines, avant et après les couches, n'était encore qu'un beau rêve pour les ouvrières anglaises qui n'osaient même pas songer à la possibilité de recevoir leur plein salaire pour cette période. Les ouvrières britanniques constatèrent que leur pays si riche et si vaste se trouve, sous ce rapport, très en arrière même de la petite et pauvre Norvège. La conférence formula le vœu de l'enseignement obligatoire pour toute la jeunesse jusqu'à l'âge de 18 ans et de la défense absolue aux femmes de participer à tous les travaux supplémentaires qui se font la nuit et qui exténuent l'organisme. La question de l'égalisation des salaires entre hommes et femmes provoqua de vifs débats., « Cette question — dit une déléguée — a de l'importance non seulement pour nous, mais pour toute la classe ouvrière, parce que, par suite de l'infériorité de nos salaires, nous faisons concurrence aux ouvriers, nos camarades. Pour combattre l'exploitation du travail de la femme, il nous faut faire front commun avec les ouvriers ».

6 Mary Macarthur (1880-1921) était candidate pour le parti travailliste (auquel l'ILP était alors affilié) en décembre 1919, mais elle fut battue.

7 Susan Lawrence (1871-1947), membre du parti travailliste.

La proposition de Marion Philipps⁸ que toutes les ouvrières travaillant aux fabriques et usines doivent appartenir au parti, donna également lieu à des débats assez mouvementés.

La conférence fut clôturée par une résolution exigeant le rappel d'Europe des troupes exotiques et l'indépendance de l'Irlande.

* * *

Quant aux femmes italiennes, il est à noter que bien que le Parlement ait résolu en principe qu'elles jouiront des mêmes droits que les hommes, le projet relatif à cette question a été surchargé d'un si grand nombre d'amendements que la loi ne pourra entrer en vigueur avant le mois d'août prochain. Mais les ouvrières italiennes, dans l'attente de cette loi, ne restent pas inactives et ne se tiennent pas à l'écart du mouvement révolutionnaire. Toutes les organisations d'ouvrières et de femmes italiennes ont adhéré à la 3^e Internationale, conjointement avec le Parti Socialiste, avec lequel elles fusionnent.

En dépit de toutes les difficultés et représailles du gouvernement, les ouvrières italiennes ont fait parmi leurs sœurs une propagande très énergique des idées communistes.

Leurs efforts ont complètement réussi. Le groupe des femmes socialistes de Rome a adressé, à la fin de l'année 1919, à l'Internationale des ouvrières la résolution qui suit :

Le groupe des femmes socialistes de Rome est convaincu que le traité de Versailles ne conduira qu'au renforcement de l'impérialisme mondial. Il rendra encore plus lourde l'oppression des masses prolétariennes et augmentera la misère, la famine et la mortalité infantile. L'action armée de l'Entente contre la Russie et la Hongrie est en contradiction flagrante avec le droit des nations d'organiser librement leur régime politique.

Le groupe de femmes socialistes considère cette action comme une tentative pour étouffer le jeune régime communiste qui a pris naissance en Russie soviétique et qui seul peut émanciper les travailleurs du monde. Le groupe proteste énergiquement contre cette violence qui ne pourra qu'engendrer de nouvelles guerres et de nouvelles victimes.

Ceci posé, le groupé des femmes socialistes fait appel aux prolétaires de tous les pays et les invite à l'organisation d'une Internationale des travailleurs.

* * *

Le Parti socialiste suisse s'était divisé, dès le début de la guerre, en deux camps opposés. La majorité se rangea du côté de la bourgeoisie, mais la minorité évolua d'une façon continue de Zimmerwald à la 3^e Internationale. La jeunesse et les ouvrières ont adhéré à cette minorité du Parti socialiste.

Des ouvrières de Suisse se déclarèrent contre la guerre et lancèrent à la conférence des femmes, tenue en 1915 à Berne, le cri : « A bas la guerre ! Vive le prolétariat mondial ! » Bien que la Suisse fût restée neutre pendant la guerre, la vie chère et le chômage qui en furent les conséquences affectèrent néanmoins ce pays. Les ouvrières y furent contraintes de lutter contre les difficultés toujours croissantes de la vie, et Rosa Bloch⁹, qui se trouvait à leur tête, fit connaissance avec les prisons de la « libre » Suisse.

Le 5 avril 1919, un meeting imposant eut lieu à Zurich en signe de protestation contre la vie chère qui rend insupportable la situation de la grande famille prolétarienne mondiale. Ce mouvement, commencé à Zurich, se répandit par tout le pays, revêtant en plusieurs villes la forme de grèves.

Les ouvrières de Zurich et de Bâle prirent part, en été, à la grève de protestation contre l'exploitation forcée des ouvriers et ouvrières employés dans l'industrie textile, et ce furent les femmes qui, pendant cette grève, firent preuve du maximum d'activité et d'efforts organisés. Avec le concours de leur organisation de parti, elles prêtèrent une aide efficace et régulière aux camarades grévistes et organisèrent l'envoi de leurs enfants à la campagne chez les paysans, membres du parti.

En septembre 1919, le Parti Suisse tint son congrès extraordinaire. Il mit en discussion, comme question fondamentale, celle de l'adhésion du Parti à la 3^e Internationale. Tandis que les voix des hommes se divisèrent en deux parties égales, les 20 femmes déléguées au congrès votèrent toutes pour l'adhésion.

« La Journée des ouvrières », en 1919, comme en 1920, se passa en Suisse, sous l'égide des mots d'ordre de protestation contre la vie chère et de revendication pour la femme de la totalité des droits politiques. Jusqu'ici encore la « république démocratique » suisse ne peut se décider à accorder aux femmes les droits politiques dont jouit la

8 Marion Philipps (1881-1932), membre du parti travailliste.

9 Rosa Bloch-Bollag (1880-1922).

population masculine. Mais ce que le gouvernement bourgeois n'ose leur donner, les ouvrières de Suisse le conquerront par une lutte révolutionnaire sans trêve. Les droits politiques que la classe ouvrière aura conquis elle-même seront plus étendus et plus solides que ceux que jettent aux ouvrières de Suisse, à titre d'aumône, leurs gouvernants capitalistes. Voilà pourquoi les ouvrières de ce pays qui n'ont pas jusqu'ici de droits politiques, ne perdent pas courage. Elles savent que le jour est proche où la marche de la révolution mondiale leur donnera la place qui leur convient dans leur patrie. Et, en attendant, les organisations des ouvrières, ainsi que leur journal *Die Vorkämpferin*, font une propagande socialiste très intense.

* * *

Même en Espagne, les femmes, sous la pression de la révolution mondiale, jouissent des mêmes droits que les hommes. Nous disons « même en Espagne », parce que c'est un des pays où le clergé joue un rôle prédominant. Mais cette égalité des droits n'y est pas encore complète, car le clergé et la bourgeoisie espagnoles n'ont accordé aux femmes que le droit de vote passif et seulement pour les élections aux conseils communaux. Les ouvrières espagnoles sont donc, depuis l'âge de 20 ans, éligibles aux institutions communales, mais elles n'ont pas le droit de participer à ces élections.

* * *

Le prolétariat féminin des Pays-Bas lutte aussi pour sa liberté, et la bourgeoisie hollandaise s'est vue dans la nécessité de faire des concessions à l'esprit du temps. Les femmes hollandaises ne jouissent, elles aussi, que d'un droit de vote passif pour les conseils communaux. Aux élections de mai 1919, les socialistes hollandais ont fait élire aux institutions communales 50 femmes (presque toutes socialistes). Mais ces déléguées, comme toutes les ouvrières de Hollande, privées du droit de vote actif, n'ont pu contribuer à l'élection des délégués qu'aurait voulu la classe ouvrière. Il est vrai que la presse bourgeoise console les femmes et leur promet que, dans deux ou trois ans, elles jouiront du droit de vote complet. La Chambre basse s'est déjà prononcée en faveur de ce projet, et si la Chambre haute l'approuve, les femmes de Hollande pourront participer, en 1922, aux élections parlementaires et en 1923 aux élections communales. Mais nous ignorons si les ouvrières hollandaises consentiront à attendre jusqu'à cette époque. Autant que nous le sachions, elles cherchent à passer directement du Parlement bourgeois aux Soviets prolétariens et leur mot d'ordre est : « Tout le pouvoir aux Soviets ! En avant, par les Soviets et par la dictature du prolétariat vers le communisme ! »

* * *

Quant à l'Amérique, nous ne sommes malheureusement que très peu renseignés sur elle en général et sur la marche de la lutte révolutionnaire des ouvrières du Nouveau Monde, mais le peu que nous en connaissons prouve qu'en Amérique le temps est à l'orage. Nous avons appris que la camarade Kate Richards O'Hare¹⁰ a été condamnée à cinq ans de prison pour son activité socialiste, pour ses continuelles protestations contre la guerre fratricide et ses revendications en faveur de la liberté à tous les travailleurs. Nous savons aussi que l'incarcération de cette camarade n'a point suspendu la propagande. Des champions nouveaux ont pris sa place et poursuivent, avec la même abnégation et le même courage, la grande œuvre communiste qu'elle avait commencée.

* * *

Le mouvement des ouvrières et des paysannes l'Europe Occidentale et de l'Amérique a le caractère d'un mouvement international. Déjà en 1915, quand le chauvinisme battait son plein, les ouvrières du monde entier, venues à la conférence internationale des femmes, se sont donné la main en sœurs et amies. Depuis lors, les liens internationaux des ouvrières se sont considérablement raffermis. Le Bureau International des Femmes, dont la Secrétaire est [Clara Zetkin](#), n'a cessé un seul instant de fonctionner.

Le 8 février 1919, les ouvrières d'Angleterre adressaient leur salut fraternel aux ouvrières d'Autriche. La camarade A. Popp (Autriche) reçut de la camarade Isabella Ford¹¹ (Angleterre) la lettre suivante qu'elle pria de porter à la connaissance des ouvrières autrichiennes ;

Nous, ouvrières d'Angleterre, nous vous saluons à l'occasion des élections à l'Assemblée Constituante. Notre bourgeoisie cherche, par tous les moyens en son pouvoir, à nous inspirer des sentiments de haine envers les prolétaires autrichiens, nos frères et sœurs. Mais sachez que nous suivons non la voie de la haine et de la vengeance, mais celle de la fraternité et de la solidarité mondiales de tous les travailleurs.

En réponse à ce salut, la camarade Zetkin adressa un appel aux ouvrières du monde entier, les invitant à l'union, à la fraternisation et à la lutte commune et vigoureuse contre les ennemis du prolétariat universel.

Il nous est encore difficile d'établir entre nous un lien réciproque étroit d'idées. La guerre nous empêche toujours d'organiser des relations régulières, mais nous nous comprenons les unes les autres, parce que notre but et notre voie sont les mêmes. En avant, par la révolution mondiale au communisme universel ! A

10 Kate Richards O'Hare (1877-1948), membre du Socialist Party.

11 Isabella Ford (1855-1924), une pionnière du mouvement ouvrier britannique, dirigeante syndicale et l'une des fondatrices du parti travailliste.

l'œuvre ! Vive le mouvement international des ouvrières !

Tel est également l'appel de Clara Zetkin. Et cet appel a trouvé des échos chaleureux. Ouvrières du monde entier, construisez l'édifice du communisme.

Z. LILINA.